

JUGEMENT du 16 Avril 2013

RG N° F 12/00531

SECTION Commerce

AFFAIRE

Gilbert SUY
contre
S.N.C.F.

MINUTE N°13/0451

JUGEMENT DU
16 Avril 2013

Qualification :
Contradictoire
dernier ressort

Notification le :

Date de la réception

par le demandeur :

par le défendeur :

Formule exécutoire délivrée

le :

à :

Recours :

Formé le :

Par :

Monsieur Gilbert SUY

7 Rue de la Lorraine
55120 RARECOURT
Représenté par Monsieur Jean-Paul JACQUES (Délégué
syndical ouvrier)

DEMANDEUR

S.N.C.F.

prise en la personne de son représentant légal
EV LORRAINE EST EUROPEEN
28 Quai Claude Le Lorrain
54000 NANCY
Représenté par Me Jean-Charles SEYVE (Avocat au
barreau de METZ)

DEFENDERESSE

COMPOSITION DU BUREAU DE JUGEMENT LORS DES
DEBATS ET DU DELIBERE

Monsieur GARCIA, Président Conseiller Employeur
Monsieur TRITZ, Conseiller Employeur
Mademoiselle THILLOT, Conseiller Salarié
Monsieur VIRETTO CIT, Conseiller Salarié
Assesseurs
Assistés lors des débats de Mademoiselle Mélanie
TOUHAMI, Greffier ad'hoc

PROCEDURE

- Date de la réception de la demande : 23 Mai 2012

- Bureau de Conciliation du 12 Juin 2012
- Convocations envoyées le 23 Mai 2012
- Renvoi BJ avec délai de communication de pièces

- Débats à l'audience de Jugement du 11 Décembre 2012
- Prononcé de la décision fixé à la date du 16 Avril 2013

- Décision prononcée conformément à l'article 453 du code
de procédure civile en présence de Mademoiselle Mélanie
TOUHAMI, Greffier ad'hoc

Décision prononcée par mise à disposition au greffe du
Conseil de Prud'hommes de METZ le 16 avril 2013

Par acte introductif d'instance du 16 mai 2012 enregistré au Conseil des Prud'hommes de METZ, section commerce, le 23 mai 2012, Monsieur SUY Gilbert attrait son employeur, la SNCF, en la personne de son représentant légal, en vue :

De le condamner à payer, en dernier lieu :

- 2 167,30 € au titre d'heures supplémentaires pour jours de repos non respectés
- 216,73 € au titre des congés y afférents,
- 200 € au titre de l'article 700 du Code de procédure civile,

Les parties ont été convoquées devant le bureau de conciliation à l'audience du 12 juin 2012. Elles étaient présentes et représentées, mais aucune conciliation n'a pu aboutir, de telle sorte que l'affaire a été envoyée devant le bureau de jugement à l'audience du 19 septembre 2012, renvoyée au 11 décembre 2012.

A cette date l'affaire a été plaidée et mise en délibéré pour jugement à rendre, par mise à disposition au greffe du Conseil le 16 avril 2013.

FAITS ET MOYENS DES PARTIES

Monsieur SUY Gilbert soutient que :

Il est agent SNCF au sein de l'établissement Voyageurs Lorraine Est Européen (EVLÉE) comme agent du service commercial spécialisé.

Il est agent sédentaire à la réserve de 2007 à mai 2011 et agent sédentaire en roulement au régime C depuis juin 2011.

Il relève des dispositions du statut des relations collectives entre la SNCF et son personnel (RH 0001) et des règlements du personnel pris en leur application, notamment des dispositions du référentiel RH 0077 sur la réglementation du travail.

Il n'a pas bénéficié de l'intégralité de ses repos périodiques auxquels il a droit au regard des dispositions citées précédemment.

Il a en conséquence accompli des heures de travail entre 2007 et 2010 au-delà de la durée réglementaire prévue ouvrant droit à paiement et réparation du préjudice.

En réplique, la SNCF expose que :

Monsieur SUY Gilbert a bénéficié de l'intégralité des repos périodiques qui lui sont dus.

Monsieur SUY Gilbert n'a en conséquence jamais accompli d'heures dépassant la durée réglementaire du travail.

Par ailleurs, le préjudice, lié à la mauvaise répartition des repos, n'est aucunement en lien avec l'accomplissement d'heures supplémentaires et ne peut donc être retenu.

En conséquence, Monsieur SUY Gilbert sera condamné au paiement de la somme de 500 euros sur le fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

SUR CE LE CONSEIL

Vu le dossier de la procédure, les pièces et annexes régulièrement versées au débats, ainsi que les explications recueillies à l'audience du 11 décembre 2012, auxquels il est renvoyé pour plus ample exposé des faits et moyens des parties ;

Vu les dispositions des articles 6 et 9 du Code de Procédure Civile et 1315 du Code Civil (preuve) ;

MOTIFS DE LA DECISION

Attendu que les textes sur la durée du travail et de ses modalités sont fixés par le décret n°99-1161 du 29 décembre 1999, repris dans le document interne intitulé RH 0077 intégrant les modifications apportées par le décret 2008-1198 du 19 novembre 2008.

Attendu que le personnel sédentaire, relevant du titre II, est régi par l'article 32 du RH 0077 prévoyant le bénéfice de 114 jours de repos périodiques ou de 118 jours de repos périodiques selon le régime de travail du salarié.

Attendu que l'article 32 V prévoit que « le repos périodique est dit simple, double ou triple, selon qu'il est constitué par un, deux, ou trois jours de repos » et que « deux jours de repos doivent être accolés, dans toute la mesure du possible »

Attendu que « Chaque agent [...] doit bénéficier au minimum de 52 repos périodiques doubles, triples le cas échéant, par an. Douze de ces repos doivent être placés sur un samedi et un dimanche consécutifs ».

Attendu que les agents sédentaires à la réserve relèvent des dispositions particulières prévues à l'article 38 du RH0077 prévoyant le bénéfice de 114 jours de repos périodiques pour l'année, dont au minimum deux repos doubles par mois civil.

Attendu que plus généralement, tous les agents sédentaires (hors réserves) sont soumis au régime de travail leur permettant d'interrompre 52 fois par an leur activité professionnelle pendant au moins deux journées consécutives.

Attendu que pour les agents de réserve, l'attribution de 52 périodiques doubles ne résulte d'aucun texte réglementaire, l'article 32V du RH0077 étant inapplicable.

Qu'en l'espèce, Monsieur SUY Gilbert devait bénéficier de 125 repos chaque année soit 114 périodiques (dont au minimum deux repos doubles par mois civil) et 11 repos supplémentaires.

Que les demandes de Monsieur SUY Gilbert portent sur les années 2007, 2008, 2009 et 2010 soit en tant qu'agent de réserve.

Que la non-attribution de 52 repos périodiques doubles aux agents de réserve n'est pas constitutive d'une faute au regard de la législation en vigueur à la SNCF.

Qu'il n'est pas contesté qu'il a bénéficié pour les années 2007 à 2010 de 24 repos périodiques doubles conformément à l'article 38 du référentiel RH 0077.

Qu'en l'espèce, Monsieur SUY Gilbert a bénéficié de l'ensemble des congés périodiques qui lui étaient dus.

Que ces deux jours consécutifs de repos n'ont pas été comptabilisés au titre des repos périodiques doubles mais qu'ils ont eu le même effet bénéfique sur le rythme de travail et la santé de l'intéressé qu'un repos périodique double.

Attendu que l'article L 3121-22 du code du travail prévoit qu'une heure supplémentaire se définit par l'accomplissement d'un travail au-delà de la durée légale hebdomadaire du travail ou d'une durée considérée comme équivalente.

Que Monsieur SUY Gilbert ne peut donc se prévaloir d'avoir accompli des heures dépassant la réglementaire du travail.

Que Monsieur SUY Gilbert a fait l'objet d'une mauvaise identification des jours de repos et n'a pas accompli d'heures supplémentaires.

EN CONSEQUENCE, le conseil DIT que Monsieur SUY Gilbert n'a pas effectué d'heures supplémentaires et que le préjudice n'est pas établi au regard du respect des jours de repos consécutifs ayant le même effet bénéfique sur le rythme de travail et la santé qu'un repos périodique double. Cette disposition restant conforme à l'esprit de la réglementation en vigueur au sein de l'entreprise.

Sur la demande de paiement de l'indemnité de congés payés sur les heures supplémentaires

Attendu que l'existence des heures supplémentaires n'est pas démontrée.

EN CONSEQUENCE, le conseil DIT qu'il n'y a pas lieu d'accorder à Monsieur SUY Gilbert le paiement d'une indemnité de congés payés sur les heures supplémentaires.

Sur la demande au titre de l'article 700 (Demanderesse)

Attendu que l'article 700 du code de procédure civile dispose : *« dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. »*

Que la réalité du préjudice n'étant pas démontrée.

EN CONSEQUENCE, le conseil DIT qu'il n'y a pas lieu d'accorder à Monsieur SUY Gilbert le bénéfice de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Sur la demande au titre de l'article 700 (Défenderesse)

Attendu que l'article 700 du code de procédure civile dispose : *« dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. »*

Qu'une erreur d'identification des jours de repos existe n'entraînant pas un préjudice pour la demanderesse mais justifiant son action

EN CONSEQUENCE, le conseil DIT qu'il n'y a pas lieu d'accorder à la SNCF le bénéfice de l'article 700 du Code de Procédure Civile et dit que chacune des parties supportera la charge de ses propres frais et dépens.

PAR CES MOTIFS

Le bureau de jugement du Conseil des Prud'hommes de Metz, section commerce statuant publiquement, contradictoirement, en dernier ressort et après en avoir délibéré, conformément à la loi,

DEBOUTE Monsieur SUY Gilbert de l'ensemble de ses demandes,

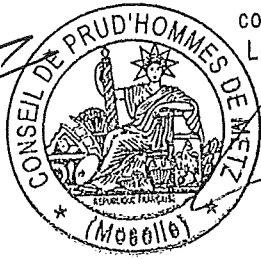
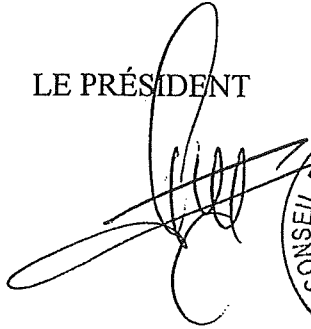
DEBOUTE la SNCF de sa demande au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile,

DIT que chacune des parties supportera ses propres frais et dépens dans l'instance.

F 12/00531

Ainsi jugé et prononcé par mise à disposition au greffe le 16 avril 2013 par Monsieur Bertrand GARCIA, Président, assisté de Mme Mélanie TOUHAMI, Greffier ad'hoc, et signé par eux.

LE PRÉSIDENT



Pour Copie certifiée
conforme à l'original :
Le Greffier

LE GREFFIER

